

**DISCOURS DE M. VICTORIN LUREL
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE GUADELOUPE**

4ème réunion plénière ordinaire de l'année 2014



Mardi 2 décembre 2014

**Hôtel de Région
Basse-Terre**

Monsieur le Président du Conseil économique et social régional,

Monsieur le Président du Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement,

Monsieur le représentant du conseil régional des jeunes,

Mesdames et Messieurs les représentants des conseils communautaires,

Mesdames et Messieurs les Elus, Chers collègues,

Monsieur le Payeur régional,

Mesdames et Messieurs les personnalités invités,

L'ordre du jour de cette 4^{ème} réunion plénière ordinaire de l'année 2014 appelle les points suivants :

- L'approbation des PV des assemblées plénières des 2 Mai, 30 Mai et 20 juin 2014 ;
- Le débat sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2015 ;
- La présentation du panier comparatif des prix en ligne ;
- Une communication sur les dispositifs régionaux en faveur de l'emploi, des étudiants et des apprentis ;
- Un 1er bilan de la 10ème édition de la Route du Rhum – Destination Guadeloupe ;
- Et s'il y a lieu, des questions diverses.

Pour bâtir haut, il faut creuser profond. C'est à ce dur labeur, pour paraphraser Confucius, que je souhaite nous inviter au moment où nous abordons notre débat sur les orientations budgétaires 2015 et lors de l'adoption à venir du BP 2015.

Comme chaque année, ce rendez-vous précède le vote du budget primitif, et c'est pour nous l'occasion d'affiner nos politiques, de tracer de nouvelles perspectives et de conforter l'action régionale au service de nos administrés, de nos partenaires institutionnels, des entreprises et des acteurs de l'économie sociale.

L'actualité récente m'a conduit à exprimer une position de désaccord très ferme avec le ministère de la santé dans le dossier de la reconstruction du CHU.

Ce chantier de 590 M€ sur lequel le président de la République lui-même s'est engagé est indispensable pour la relance attendue du secteur du BTP. Mais aussi parce qu'il y a urgence sanitaire à doter la Guadeloupe d'un nouvel hôpital.

L'assurance qui nous a été donnée que notre dossier figurerait bien à l'ordre du jour du prochain COPERMO, en mars 2015, ne saurait à ce stade nous satisfaire.

Je dois vous dire toute ma détermination à obtenir gain de cause dans cette affaire, car il y va de la relance économique du département et de la santé des guadeloupéens. La région Guadeloupe, je le dis avec gravité, sera intraitable sur ce sujet.

C'est cette même détermination et ce même volontarisme qui devront guider nos actions l'an prochain.

En 2015, je vous propose d'élaborer une politique régionale davantage axée sur les problématiques de solidarité car nombreux sont les domaines qui nécessitent une intervention plus forte de la région Guadeloupe.

C'est particulièrement vrai pour les dossiers de l'eau, du traitement des déchets ou encore de l'organisation du transport public régulier de voyageur.

Mais avant d'entrer dans le détail de nos travaux, je voudrais revenir sur l'action régionale des six derniers mois.

Nous avons reçu l'ensemble des forces vives du pays : partis politiques, syndicats, organisations patronales, associations, chambres consulaires pour appréhender au mieux les enjeux des toutes prochaines années.

Force est de constater que le besoin de dialogue est fort et qu'il va falloir plus que jamais répondre aux attentes qui s'expriment parfois avec acuité.

J'ai pu relever un besoin de promotion du dialogue pour apaiser les conflits et conforter les médiations dans tous les domaines.

La réforme de nos institutions suscite un débat singulier. Je vous le redis : le droit commun et la réforme du gouvernement Valls sont les options qui retiennent mon adhésion, car c'est la solution la moins traumatisante pour la majorité de nos compatriotes.

Je maintiens que c'est la voie la plus juste, la plus responsable dans le contexte actuel de crise, de gel voire de réduction des dotations de l'Etat.

C'est la voie qui garantit en outre une stabilité, en même temps qu'elle assure des transferts progressifs et organise de manière équilibrée le territoire.

Je passe sur ce que j'ai pu entendre sur certains amendements. Lorsqu'on fait un acte parlementaire, on pèse et sous pèse, il y va de notre réputation, de notre crédibilité.

Nous avons reçu des personnalités du monde entier en présence de Madame la ministre de l'écologie et du développement durable et avons bien illustré les bénéfices mesurables de nos habilitations dans le domaine de l'énergie.

Madame Royal a conclu son séjour en faisant remarquer que l'outre-mer par la pertinence de ses choix est un laboratoire d'innovation dont les déclinaisons profiteront à l'ensemble de la nation.

Nous avons eu une succession d'évènements sportifs au rang desquels le tour cycliste international qui s'est déroulé dans des conditions remarquables, avec une ferveur populaire de premier rang.

Nous avons de même organisé le tour de Guadeloupe de voile traditionnelle, avant notre 10^{ème} édition de la route du rhum dont les retombées sont particulièrement favorables.

Nous aurons d'ailleurs durant cette plénière une première évaluation de l'impact de cet évènement dont les unités de bruits médiatiques (UBM) sont supérieures à celle de l'édition précédente.

Le public a grandement apprécié la convergence des évènements régionaux pour la circonstance, singulièrement l'organisation du Guadeloupe Festival sur la place de la victoire à Pointe-à-Pitre en plein cœur du village de la route du rhum.

Je tiens à féliciter les présidents de commission les élus et les directions de services qui ont permis cette cohérence et cette complémentarité de nos manifestations.

Il faut citer particulièrement Alix Nabajoth, le président de la commission des sports, Hélène Polifonte de la commission tourisme, Fély Kacy Bambuck pour la culture, mais aussi Hilaire Brudey, le président du CTIG, très impliqué lui aussi dans cette belle réussite collective.

Je n'ai malheureusement pas pu être présent lors de la remise des Elwa d'Or. Mais je sais que cette belle cérémonie en l'honneur de nos artistes et musiciens méritants s'est déroulée dans une ambiance et un climat de respect, de fraternité qui illustrent bien la satisfaction du public dont le nombre était bien au-delà des conditions de sécurité.

Merci encore à toutes celles et ceux qui ont travaillé pour le parfait ordonnancement de ces réalisations d'envergure.

Des évènements qui précisement traduisent bien la capacité que nous avons à bien les organiser pour promouvoir notre région dont le dynamisme s'accélère.

A Paris, j'ai eu l'honneur d'accompagner récemment les délégations réunies à l'UNESCO et qui ont permis de reconnaître le gwoka dans le patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Ce fut un moment historique, chargée d'une émotion rare.

Comme j'ai eu à le dire, cette reconnaissance est le résultat d'un long cheminement, d'un combat obstiné d'un petit groupe d'hommes, de militants culturels et politiques, celui d'une immense cohorte depuis le fond des temps, amoureux du ka et le pratiquant.

Le combat des vieux nègres, qui, imperturbablement, ont continué à pratiquer leur art, à jouer de leur instrument, et à vivre leur culture.

Je dois vous dire la fierté qui m'a envahi au prononcé de ces quelques mots devant les nations représentées au siège de l'UNESCO. Il faut souligner dans cette affaire l'engagement et la ténacité de Félix COTELLON, défenseur infatigable du gwoka.

C'est de cette Guadeloupe fière de ce qu'elle est et désireuse de rayonner au-delà de ses frontières dont nous devons être les acteurs militants.

J'ai ainsi obtenu du ministère des sports l'assurance que nous pourrions être candidat à l'organisation, ici en Guadeloupe en 2021, des jeux internationaux de la francophonie.

Dans le même élan, nous développons des contacts avec des institutions et hommes d'affaires pour accueillir dans notre département des rencontres visant à diversifier les sources de financements et les opportunités de créations de nouvelles activités.

Mon ambition, chers collègues, est de faire en sorte que chaque année la Guadeloupe soit au cœur d'un événement de grande portée, avec des retombées économiques réelles.

Peut être qu'il nous faudra créer une agence de développement économique dont la mission sera spécifiquement d'assurer la promotion de réseaux d'échanges innovants dans la Caraïbes et bien évidemment dans le reste du monde.

De manière encore plus concrète, nous devons poursuivre et enrichir le contenu des dix priorités de l'action régionale.

Vous les connaissez toutes. Il s'agit de :

- Moderniser notre économie et d'assurer les transformations nécessaires à une meilleure performance ;
- Promouvoir les politiques en faveur de l'emploi et assurer aux jeunes des perspectives d'avenir décent ;
- Favoriser l'égalité des chances et aller plus loin dans l'accès au savoir notamment avec le haut débit ;
- Ouvrir la Guadeloupe au monde ;
- Faire le choix du développement durable, préserver notre foncier et notre environnement ;
- Promouvoir le sport et la culture ;
- Améliorer les conditions de vie des guadeloupéens et assurer la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ;
- Moderniser nos infrastructures et les modes alternatifs de transport ;
- Soutenir et accompagner les communes ;
- Mieux coopérer avec la Caraïbes.

Je vous propose de compléter ces priorités, par des actions dans le domaine de la solidarité intergénérationnelle, en accompagnant notre transition démographique pour en faire un vivier d'opportunité pour les jeunes et en faisant de la maîtrise des langues une priorité à l'horizon 2025 afin que les générations futures maîtrisent l'anglais et l'espagnol, au terme de leur scolarité.

Mais avant tout, il nous faut réaliser nos programmes d'investissements structurants que sont :

- L'achèvement du chantier du Mémorial ACTe dont l'inauguration est prévue le 10 mai 2015 ;
- Le démarrage des travaux de la retenue d'eau de Moreau ;
- La poursuite des travaux de contournement de Rivière des Pères ;
- Le démarrage du chantier de la déviation de la Boucan ;
- La restructuration du centre de Ravine-Chaude au Lamentin ;
- Les travaux routiers ;
- La réalisation du cyclotron et sa mise à la disposition des équipes de santé pour en assurer le fonctionnement ;
- La poursuite de la mise aux normes sismiques des établissements scolaires, notamment à Baimbridge ;
- La création d'une structure unique de l'eau ;
- La restructuration du SYVADE ;
- L'accompagnement de la restructuration de l'université des Antilles ;

- L'élaboration d'un schéma d'équipements structurants afin que nous ayons la meilleure lisibilité possible sur l'exécution de nos politiques ;
- Moderniser l'administration régionale et promouvoir nos cadres ;
- Réussir la gestion partenariale des fonds structurels européens ;
- Lutter inlassablement contre la vie chère en favorisant notamment, dans la distribution, le regroupement de petites unités et en encourageant la création d'une coopérative d'achat courant 2015 ;
- Développer les chantiers d'insertion ;
- Conforter les travaux d'équipement des communes.

Pour y parvenir et réaliser cette ambition la région Guadeloupe doit aller plus loin dans l'audace budgétaire.

Je vous propose donc d'opter pour une politique contrat cyclique de recours à l'emprunt et de placer le budget 2015 du conseil régional sous le signe de l'engagement de notre collectivité à relancer l'économie par une politique d'investissement.

Le budget 2015 sera ainsi marqué par un effort substantiel pour la relance de l'activité à travers cette politique d'investissement qui reposera sur un emprunt qui peut aller de 100 à 150M€. On sera dans les ratios encore acceptable, si l'on veut relancer l'activité il ne faut pas rester inerte.

La collectivité régionale souhaite profiter de la conjonction de plusieurs facteurs pour peser sur la relance :

- Des taux d'intérêts extrêmement bas qui permettent aux collectivités d'emprunter à moindre frais, mais également aux entreprises de recourir à des prêts et de participer à la relance par l'investissement ;
- L'entrée en vigueur en 2015 des programmes opérationnels pour la période 2014-2020, grâce auxquels des effets leviers important seront possibles par le biais des contreparties financières que la région pourra assurer tant à travers la maîtrise d'ouvrage publique qu'à travers la maîtrise d'ouvrage privée ;
- La région bénéficiera de marges de manœuvre plus importantes que par le passé car elle assurera les fonctions d'autorité de gestion des deux principaux programmes (FEDER-FSE, FEADER) et la mise en œuvre de tous les programmes sera coordonnée à travers une nouvelle cellule Europe partenariale (Région/Etat/ Département) ;
- Des projets structurants prêts à démarrer et qui vont générer un volume important d'activité et des créations d'emploi.
- La création en région d'une cellule d'assistance technique aux communes, composées d'ingénieurs pluridisciplinaires pour l'aide au montage des projets mais aussi pour du transfert de savoirs et compétences dans le cadre du renforcement des capacités administratives, cofinancé par le fonds social européen.

La relance économique par l'investissement répond à une logique qui pourrait être comparée à celle qui est poursuivie par le nouveau président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER.

Mes chers collègues, la région a depuis 2004 construit les armatures de ses politiques publiques en réalisant 11 schémas directeurs sur la base d'une large concertation pour leur élaboration afin que ces deniers répondent avec justesse aux attentes des acteurs socio-économiques et du territoire.

En 2015, elle va compléter ces schémas en réalisant :

- un schéma régional des grands travaux et des infrastructures pour rendre encore plus lisible son action et ses interventions. Il constituera un outil de prospective d'activités pour les entreprises ;
- un plan régional d'apprentissage des langues, de la maternelle à l'université et tout au long de la vie pour renforcer la maîtrise des langues étrangères par les guadeloupéens.

La région bénéficiera d'un contexte favorable avec l'entrée en vigueur des programmes opérationnels européens dont elle assurera l'autorité de gestion pour :

- Le PO FEDER/FSE (Fonds Européen pour le Développement Régional / Fonds Social Européen) avec 521,84 M€ de FEDER + 88,8 M€ de FSE
- Le PO FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) avec 174,02 M€
- Et la gestion en subvention globale pour le FEAMP (Fonds Européens pour les Affaires Maritimes et pour la Pêche) avec 8,28 M€.

Par ailleurs 2015 sera marqué par l'entrée en vigueur du Contrat de Plan Etat Région, doté d'une enveloppe de crédits Etat de 145 M€

Pour amplifier l'impact de ces crédits européens, répondre aux besoins du territoire en équipements, assurer la relance économique et soutenir l'emploi par l'activité, la région va donc accroître en 2015 sa politique d'investissement.

Cette relance nous la voulons inclusive (créatrice d'emplois). Pour ce faire il nous appartiendra de conclure avec les organisations patronales un pacte pour la relance de l'activité et pour l'emploi sur la base d'un rapport gagnant/gagnant.

De manière plus concrète notre engagement à poursuivre la modernisation de l'économie de la Guadeloupe se traduira :

- Par le soutien à l'investissement des entreprises et l'innovation dans les différents secteurs tels l'industrie, le commerce et l'artisanat à travers (ARDA, ARICE et cofinancement dans le cadre du PO FEDER/FSE pour les investissements matériels et immatériels).
- Par la poursuite de l'accompagnement du développement de l'agriculture, de la pêche et du monde rural, avec le soutien à travers les FEADER et les crédits région, au renforcement d'une agriculture de qualité et compétitive, au maintien des territoires ruraux, et une relance de la pêche, des affaires maritimes et de l'aquaculture (FEAMP et mesures de compensation).

- Par le soutien à l'industrie touristique pourvoyeuse d'emplois et singulièrement à la restructuration hôtelière avec entre autres la modernisation des hôtels KARIBEA en Guadeloupe (Marissol, le Klipper, le Prao) et l'accompagnement à la montée en gamme des hôtels existants.
- Par le soutien à l'innovation gage de compétitivité (via une stratégie régionale de spécialisation intelligente et la mise en place de la technopole).
- Par le démarrage aussi du projet de la ZAC de Fromager à Capesterre Belle-Eau.

En ce qui concerne le renforcement de notre soutien à l'emploi. En 2015, la région va amplifier son action en faveur de l'emploi par l'intermédiaire des dispositifs :

- Emplois tremplins et Emplois d'avenir
- Contrats d'apprentissage
- Chantiers d'insertion,
- Formations d'accès à l'emploi
- Clauses sociales dans les marchés.

Il est à noter que depuis la mise en place du dispositif emplois tremplins, la région a soutenu la création de 717 Emplois depuis 2011.

S'agissant du dispositif Emplois d'Avenir (EA), la région a soutenu la création à ce jour de 782 contrats financés pour un montant total de 12,5M€.

Mes chers collègues, l'ambition de notre budget 2015 doit s'attacher à améliorer les conditions de vies des Guadeloupéens.

C'est ainsi que la région poursuivra son soutien à l'amélioration de l'habitat des foyers les plus modestes à travers l'ARSAH. En 2014 elle a octroyé 1.260 aides pour un montant de 14,5 M€.

Nous allons de même poursuivre nos actions, en matière de lutte contre les inondations, afin de protéger les populations des effets des aléas climatiques.

Le programme annuel d'intervention sera maintenu avec la mobilisation de crédits Etat au titre du CPER 2014-2020.

En matière de santé, bien qu'elle agisse hors de son champ de compétence, la région poursuivra son intervention pour accompagner les hôpitaux à garantir une offre de soin de qualité.

Mais l'intervention de la région dans ce domaine sera surtout marquée en 2015, par la traduction de l'engagement qu'elle a pris de réaliser un centre d'imagerie moléculaire composé d'un cyclotron pour produire des marqueurs iso-traces, et de 2 caméras TEP pour mieux combattre les nombreux cas de cancers et la morbidité qui en découle.

En démarrant les travaux en 2015, la région s'est fixée, à travers un portage par la SEM patrimoniale, une mise en fonction de ce nouvel équipement à la fin du 1^{er} trimestre de l'année 2016.

Dans le cadre de sa politique visant à lutter contre la vie chère, la région après avoir permis les acquisitions d'immobilier pour des grandes surfaces, à la condition d'une pratique de prix contenus, va mettre à la disposition des consommateurs un panier comparatif des prix.

Cet outil consultable sur internet et qui vous sera présenté durant nos travaux, constituera un instrument précieux d'aide à la décision pour les consommateurs et sans doute à terme un outil de régulation par la transparence des prix pratiqués.

La région en 2015 va en outre accompagner financièrement la réalisation d'une ou deux centrales d'achat pour le petit commerce.

Comme vous le savez, nous avons dû intervenir en soutien aux armateurs confrontés à une concurrence déloyale qui mettait en péril leur activité et leurs emplois.

Les décisions prises par la collectivité régionale de baisser sensiblement le prix du billet de transport inter-îles par bateau, seront financées dans le cadre du budget 2015.

Il s'agit d'une baisse qui concerne toutes les dessertes avec un effort conjoint de la région et des armateurs. Le dispositif de continuité territoriale sera adapté pour prendre en compte le repli de l'Etat sur ce dispositif.

L'aide régionale aux foyers défavorisés consistant à l'octroi d'une lettre chèque d'un montant facial de 100 euros sera renouvelée en 2015. Il s'agit aussi par ce moyen de lutter contre la vie chère et de soulager 45 000 foyers par une aide ponctuelle mais très bien accueillie par des personnes en difficulté.

Chers collègues, il est clair que notre engagement aura comme boussole et centre de gravité, la prise en compte des besoins fondamentaux des guadeloupéens et la lutte contre le chômage.

Dès cette semaine j'irai dans les communes pour bâtir et construire avec elle un réseau de solidarité active afin de soutenir l'investissement et la commande publique, pour agir davantage aussi sur les questions liées à l'insécurité et la violence, et enfin pour explorer les voies du possible en matière de politique de la jeunesse et de développement territorial.

La Guadeloupe avec tous et pour tous en tirant le meilleur profit de nos nombreux atouts et en capitalisant sur nos succès.

Nous aurons très prochainement à organiser la conférence des régions ultrapériphériques. Ce sera l'occasion d'aborder avec les autres RUP les problématiques encore plus lourdes liées à la double insularité.

Auparavant, d'ici à la mi-décembre je me rendrai en Martinique à la rencontre de mon homologue Serge LETCHIMY afin que nous parvenions à nous entendre sur une vingtaine de sujets qui ont pu nous opposer.

Je pense à l'université des Antilles au cyclotron à nos projets de ports, à l'octroi de mer au financement de nos actions de coopération régionale.

Le président de la Région Martinique viendra également en Guadeloupe après cette première rencontre ; l'objectif commun est de calmer le jeu pour avancer ensemble.

Je vous remercie.